

Synthèse 6^{ème} rapport du GIEC, parution le 20 mars 2023

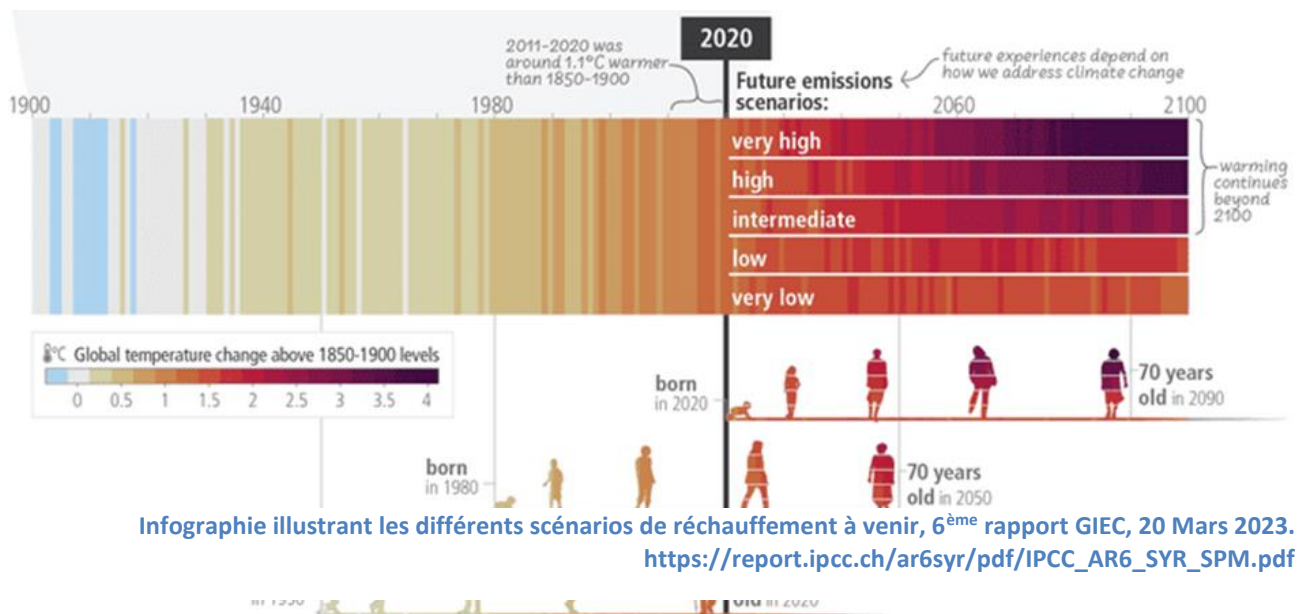
« Alors, me diras-tu, vers quoi dois-je tendre ? Puisque les buts n'ont point de signification. Et je te répondrai ce grand secret qui se cache sous des mots vulgaires et simples et que la sagesse peu à peu au long de la vie m'a enseigné : à savoir que préparer l'avenir ce n'est que fonder le présent. [...] Il n'est jamais que du présent à mettre en ordre. A quoi bon discuter cet héritage ? L'avenir, tu n'as point à le prévoir mais à le permettre. »

Antoine de Saint-Exupéry¹

Le 20 Mars 2023, c'était à la fois la journée « sans viande » et celle de la sortie de la synthèse du sixième rapport d'évaluation du Groupe Intergouvernemental d'experts sur l'Évolution du Climat (GIEC). Certains y verront une drôle de synchronie, d'autre, une évidence. Ce rapport est le fruit d'une collaboration internationale ; il synthétise les connaissances scientifiques acquises depuis 2015 sur le changement climatique, ses origines, ses conséquences multiples, et les outils pour tenter d'en limiter l'ampleur et la gravité.

De manière générale, les rapports du GIEC fournissent un état des lieux régulier des connaissances les plus avancées, identifient les relations de causalité, et proposent des solutions. Ils sont d'une importance fondamentale pour informer et alerter les décideurs politiques et les citoyens. Ce dernier rapport ne déroge pas à la règle puisqu'il établit définitivement que le changement climatique est, sans équivoque possible, induit par les causes anthropiques, et qu'il s'aggrave et s'amplifie plus vite que prévu. En effet, nous sommes déjà à + 1,09 °C d'augmentation par rapport à la période de référence 1850-1900, donc très proche des +1.5°C. Pour rappel, + 1.5°C, c'était la limite fixée par les accords de Paris, en 2015, pour 2100 ! Cependant, à ce rythme-là, cette limite sera atteinte au cours des années 2030 ! En 2100, si rien n'est fait de manière significative, on sera bien plutôt entre 2.8 et 3.2°C. Dans tous les scénarios de ce dernier rapport, les risques liés aux changements climatiques sont bien plus élevés que ceux estimés en 2014, lors de la précédente synthèse.

¹ Citadelle, Référence en ligne : <http://acdc2007.free.fr/citadelle.pdf> , p. 649-650.



Le constat est clair : les conséquences en terme d'incendies, d'inondations, de canicules, de montées des eaux, de sécheresses, de baisse des récoltes, de surmortalité, d'effondrement de la biodiversité, de fonte des glaciers et du permafrost, d'acidification des océans, de moindre absorption de CO₂ par les forêts et océans, etc., seront pires que prévues. En outre, il est reconnu que ce sont les populations les plus vulnérables, les plus pauvres, les moins émettrices de pollution, par conséquent les moins responsables du changement climatique, qui sont déjà les plus touchées. Selon le GIEC, entre 3.3 et 3.6 milliards d'êtres humains sont dans des situations de forte fragilité par rapport au climat.

Le rapport signale également qu'à l'heure actuelle il existe encore une très petite fenêtre pour agir, dans les 3 prochaines années, en prenant des mesures drastiques, pour espérer se rapprocher des 1.8/2°C (ce qui est déjà très problématique !). Cependant elle se referme rapidement. Or, les mesures actuelles et en prévision sont totalement insuffisantes et ne débouchent pas sur une réduction profonde, rapide et durable des émissions de GES, des pollutions, etc.

Réformer nos systèmes de santé et revoir nos modes de vie est incontournable pour pouvoir faire face et s'adapter aux conséquences, car s'il est désormais trop tard pour les limiter, nous pouvons encore, en fonction des choix effectués, tenter d'en atténuer certains effets. Pour ce faire, on peut agir à plusieurs échelles : états, entreprises, individus, collectivités locales, etc. Mais il est évident que, pour le GIEC, plus on agit tard, et plus malheureusement il sera difficile d'être efficace.

Ainsi 127 risques majeurs ont été recensés dans toutes les régions et tous les secteurs (agriculture, biodiversité, pauvreté, santé). Avec l'amplification des changements ces risques majeurs deviendront généralisés, systémiques voire irréversibles.

Des solutions existent, parmi lesquelles :

- Changer nos modes de consommations, et nos pratiques en matière de transports
- Transformer notre alimentation : manger moins de viande mais de meilleure qualité, moins de graisses saturées, moins de produits transformés et plus de végétaux riches en protéines etc. Les experts du GIEC s'accordent pour dire que les produits d'origine animale sont responsables de plus d'émissions de gaz à effet de serre que n'importe quelle autre source de nourriture (14,5 % des émissions de GES d'origine anthropique).
- Adopter la sobriété dans tous les domaines: consommer moins d'énergie et de ressources de manière générale.
- Cesser d'utiliser les énergies fossiles : l'usage du charbon doit être réduit de 76% d'ici 2030 et totalement stoppé d'ici 2050. Les usages du pétrole et du gaz doivent diminuer d'au moins 70% d'ici 2050. Et développer massivement les énergies renouvelables (solaire, éolienne, etc.) Ainsi que développer des outils de capture du carbone pour aider à compenser les émissions de CO2 qui ne seront pas suffisamment réduites d'ici à 2050.

Le Giec alerte néanmoins sur les dangers d'un optimisme béat dans un solutionnisme technologique qui ne pourrait en aucun cas représenter l'entièreté de la solution tant il peut être source de contre-productivités : "L'innovation technologique peut entraîner des contreparties tels que des impacts environnementaux nouveaux et plus importants, des inégalités sociales, une dépendance excessive à l'égard de connaissances et fournisseurs étrangers (...) et des effets de rebond."²

Amandine Andruchiw 21/03/2023

² « Technological innovation can have trade-offs such as new and greater environmental impacts, social inequalities, overdependence on foreign knowledge and providers, distributional impacts and rebound effects, requiring appropriate governance and policies to enhance potential and reduce trade-offs. Innovation and adoption of low-emission technologies lags in most developing countries, particularly least developed ones, due in part to weaker enabling conditions, including limited finance, technology development and transfer, and capacity building. » 6^{ème} Rapport du GIEC, 20 mars 2023, https://report.ipcc.ch/ar6syr/pdf/IPCC_AR6_SYR_SPM.pdf